Traduction du Secrétariat de la S.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 21 août 1972, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "adaptant la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat à la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, et coordonnant la législation relative au Conseil d'Etat", a donné le 14 septembre 1972 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, de 21e augustus 1972 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot aanpassing van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State aan de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik der talen in bestuurszaken, en tot coördinatie van de wetgeving betreffende de Raad van State", heeft de 14e september 1972 het volgend advies gegeven :

Le projet a un double objet :

1° adapter aux lois sur l'emploi des langues en matière administrative, les dispositions de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, telles qu'elles ont été modifiées ultérieurement, qui contiennent des prescriptions relatives à l'emploi des langues en matière administrative ou des références à la loi du 28 juin 1932, ainsi que le Roi y est autorisé par l'article 57, 3° et 4°, de la loi du 2 août 1963 ;

2° coordonner les dispositions de la loi organique du Conseil d'Etat et celles du chapitre II, section III, de la loi du 3 juillet 1971, relatives à la section des conflits de compétence, ainsi que le Roi y est autorisé par l'article 23 de la loi du 3 juillet 1971.

Cette adaptation et cette coordination font respectivement l'objet de l'article 1er et de l'article 2 du projet.

En soumettant le projet, élaboré par une commission "ad hoc" formée au sein du Conseil d'Etat, à l'avis motivé de la section de législation, le Ministre suggère d'apporter à l'article 1er diverses modifications, qu'il estime de nature à assurer une meilleure adaptation de la loi sur le Conseil d'Etat à la législation relative à l'emploi des langues en matière administrative.

.../...

Ces suggestions ont été retenues, à une exception près. Le nouveau texte proposé en remplacement de l'article 1er du projet en tient compte. Ce texte figure en annexe du présent avis.

Le texte coordonné et ses notes devront être adaptés en conséquence, conformément aux propositions qui seront faites à l'occasion de l'examen de ce texte.

Le point sur lequel le Conseil d'Etat a estimé plus prudent de ne rien modifier est la suggestion, faite à propos de l'article 25, § 13, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946, remplacé par la loi du 15 avril 1958, article 1er. En effet, la substitution à l'alinéa visé, du texte proposé : "En outre, les avis et arrêts sont rendus en langue allemande dans les affaires concernant un habitant de la région de langue allemande ou d'une commune malmédienne", priverait les habitants des communes de Membach, Gemmenich et Moresnet de la faculté de demander que l'arrêt soit rendu en langue allemande. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas comment le Roi pourrait, sur base de l'article 57, 4°, de la loi du 2 août 1963, priver les habitants de ces communes du régime particulier que la loi spéciale du 23 décembre 1946 leur a accordé en une matière relevant de la procédure, pour le seul motif que ces communes elles-mêmes ne bénéficient plus d'un régime particulier quant à l'emploi des langues en matière administrative.

L'intitulé de l'arrêté en projet serait plus conforme aux dispositions et à la terminologie du nouvel article 1er s'il était, comme le suggère d'ailleurs le Ministre, rédigé comme suit :

"Arrêté royal adaptant la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat à la législation relative à l'emploi des langues en matière administrative, et coordonnant la législation relative au Conseil d'Etat".

.../...

A l'alinéa 2 du préambule, il convient de mentionner également le 3° de l'article 57 de la loi du 2 août 1963.

L'article 2 du projet contient le relevé exact et complet des dispositions à coordonner.

Dans le texte coordonné, qui figure en annexe du projet d'arrêté, sont reprises toutes les dispositions permanentes des lois à coordonner et -exceptionnellement- les dispositions transitoires de ces lois qui sont restées en application.

Ces dispositions transitoires ont toutefois été réunies dans un titre spécial (IX) mais sans modification des numéros d'origine, ni du texte des articles, ni même des références qu'ils contiennent. Ce titre spécial est à compléter par certaines dispositions transitoires, de la manière qui sera indiquée plus loin.

La liste des dispositions non reprises dans la coordination est annexée au texte coordonné; les dispositions qui se rapportent à des situations révolues ou qui ont été insérées dans d'autres corps de lois, par exemple dans le Code judiciaire, ou dans l'un des Codes fiscaux, n'y sont toutefois pas mentionnées.

Les dispositions à coordonner ont été groupées en titres et chapitres, et cette division du texte est l'oeuvre, en majeure partie, des auteurs de la coordination en projet. Ceux-ci ont procédé également à un groupement plus logique, selon leur objet, des dispositions qui traitent une même matière, ce qui a entraîné des déplacements d'articles ou de parties d'articles qu'on ne retrouve donc plus à la place qu'ils occupaient dans les lois originelles.

./...

Les notes explicatives indiquent, par article, l'origine des dispositions qui y ont été reproduites, avec les modifications qu'elles ont subies, ou qui y ont été apportées, pour assurer la concordance interne des textes.

Une table de concordance viendrait utilement en aide à tous ceux qui cherchent dans la coordination la disposition correspondante à celle de la loi d'origine, un grand nombre d'articles ne portant plus le même numéro qu'avant.

Cette table serait utilement annexée au texte coordonné, et publiée avec lui au Moniteur belge.

***

La coordination figurant en annexe du projet d'arrêté n'a pas d'intitulé.

Il arrive que le législateur lui-même indique l'intitulé de la coordination qu'il charge le Roi d'établir, ce qui n'a pas été le cas en l'occurrence.

Pour éviter que l'intitulé assez complexe de l'arrêté royal en projet ne doive être cité chaque fois qu'un texte fera référence à la législation coordonnée sur le Conseil d'Etat, il est proposé de pourvoir la coordination actuelle de l'intitulé suivant :

"Lois coordonnées sur le Conseil d'Etat".

***

./...

Avant d'aborder l'examen du texte coordonné, il convient de signaler à l'attention du Gouvernement que la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes a confié au Conseil d'Etat le contentieux des élections d'agglomération et de fédération, en rendant applicables à ces élections les dispositions de la loi électorale communale relatives à cette matière, et que l'article 10 de la loi du 23 décembre 1946 relatif à la compétence de pleine juridiction du Conseil d'Etat, se trouve ainsi implicitement modifié.

L'article 95 de la loi du 26 juillet 1971 dispose :

"Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des ministres :

1° mettre les textes des lois qui sont modifiés implicitement par la présente loi en concordance avec celle-ci;

2° mettre le texte des lois en concordance avec la terminologie de la présente loi.

Les arrêtés royaux visés à l'alinéa 1er seront ratifiés par la loi. Le projet de loi de ratification sera déposé dans les deux mois de la publication de l'arrêté royal".

Si le Gouvernement entendait faire application de cette disposition, le texte modificatif de l'article 10 de la loi du 23 décembre 1946 pourrait alors, après ratification, être inséré dans l'article 16 de la coordination en projet.

***

./...

Par inadvertance, certaines dispositions transitoires encore applicables, notamment les articles 49, 50 et 51, de la loi du 3 juin 1971, n'ont pas été reproduites dans la coordination. Il conviendrait de compléter le titre IX, chapitre II, de la coordination par la reproduction de ces articles, tels qu'ils ont été publiés au Moniteur belge du 19 juin 1971, p. 7868 et 7869, en conservant, dès lors, leurs numéros et textes originels. La pagination de la coordination est à adapter en conséquence.

Les notes (au bas de la page) se rapportant à ces articles seraient alors à rédiger comme suit :

Art. 49 et 50 : la loi du 3.6.1971 est entrée en vigueur le 29.6.1971.

Art. 49, § 1er, al. 1er : référ. à art. 51 : v. coord. art. 104.

L'art. 383 du C. jud. est entré en vigueur le 1.9.1970 (A.R. 20.8.1970).

Art. 51 : la loi du 3.6.1971 est entrée en vig. le 29.6.1971.

*
* *

Les corrections à apporter au texte coordonné et aux notes explicatives qui l'accompagnent sont indiquées dans le relevé ci-après .

La répétition des termes "la section de législation" ou "la section d'administration" dans les articles où cette répétition est superflue et où ces termes peuvent, sans donner lieu à équivoque, être remplacés par l'expression "la section", est à éviter dans les articles, suivants : "section" au lieu de "section de législation" à l'article 4, alinéasler, 2 et 4, et aux articles 5 et 6 ; "section" au lieu de "section d'administration"

.../...

aux articles 9, 12, alinéa 1er, 13, 14, alinéa 1er, 16, 19, alinéa 1er, in fine, 23, alinéa 1er, 25, alinéa 1er, 26, 27 et 35.

En revanche, les termes "section d'administration" sont à maintenir dans les articles 7,10,11,alinéa 1er,19,alinéa 1er (vers le milieu),29,alinéa 2, 30, 33, alinéas 1er et 3, et 34.

- (p. 9) A l'article 19,alinéa 1er,la référence erronée à l'article 10 doit être omise et,dans le texte néerlandais il y a lieu d'écrire "blijken" au lieu de "blijven".

- (p. 10) A l'article 20,la mention de l'article 15 est erronée et devrait être omise. Il y a donc lieu d'écrire "tout recours basé sur l'article 14".

- (p. 13) A l'article 26 du texte néerlandais,les mots "binnen welke het arrest of het advies moet tussenbeide komen" sont à remplacer,conformément à la terminologie de l'article 63, par les mots "binnen welke het arrest gewezen of het advies verstrekt moet worden".

  La note explicative concernant l'article 28 manque. Elle est à rédiger comme suit :

  "Article 28. L. 23.12.1946, art. 19".

- (p. 14) A l'article 30, alinéa 1er, la référence erronée à l'article 10 doit être omise.

- (p. 17) A l'article 34,alinéa 1er,du texte néerlandais,les mots "beslecht als voorzien voor de rechtsmachtregeling in burgerlijke zaken. Het arrest tot bevoegdheidsregeling wordt" pourraient être remplacés,conformément à la terminologie du titre IV, chapitre II,articles 645 et suivants du Code judiciaire,par les mots "beslecht zoals bepaald voor de regeling van rechtsgebied in burgerlijke zaken. Het arrest tot regeling van rechtsgebied wordt".

.../...

- (p. 19) A l'article 38, alinéa 1er, les mots "Chaque juridiction saisira la section" devraient être remplacés par les mots "Chaque juridiction visée à l'article 18 saisira la section des conflits de compétence".

  Du fait que l'article 14 de la loi du 3 juillet 1971 a été scindé, l'alinéa 1er faisant l'objet de l'article 18 de la coordination, il est préférable d'indiquer dans l'article 38, de quelle juridiction et de quelle question préjudicielle il s'agit.

- (p.20 + 21) Aux articles 40, alinéa 1er, 41, in fine, 42 et 43, alinéa 1er, le mot "greffier" devrait être remplacé par les mots "greffier en chef",
  Le greffier du Conseil d'Etat est devenu,en vertu de la loi du 3 juin 1971, le greffier en chef du Conseil d'Etat.

- (p.24,31,33) Dans la version néerlandaise de l'intitulé tant du chapitre II que des sections, il convient d'écrire, par souci de conformité avec la terminologie des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative,"Gebruik van de talen" au lieu de "Taalgebruik".

- (p. 25) A l'article 53, alinéa 1er, la mention de l'article 15 étant erronée, les mots "les articles 10,11,14 et 15" sont à remplacer par "les articles 10,11 et 14".

- (p. 32) La page commençant par l'article 65 doit porter le numéro 32 (au lieu de 33).

.../...

- (p. 36) La note concernant l'article 71 serait plus précise et plus complète si elle était formulée comme suit :

"Art. 71, § 1er : L. 23.12.1946, art. 31, § 2, al. 1er et 2 inversés et § 3, mod. L. 3.6.1971, art. 18 ;

§§ 2, 3, 4 et 5 : L. 23.12.1946, resp. art. 31, §§ 1er, 4, 5 et 6, mod. L. 3 juin 1971, art.18".

- (p.41) A l'article 73, § 1er, alinéa 3, du texte néerlandais, le mot "staatsraden" ne devrait pas prendre de majuscule.

- (p.46) A l'article 77, § 2, alinéa 1er, du texte néerlandais, les lettres "o.m." doivent être biffées.

- (p.47) Aux articles 79, alinéa 1er, 85, alinéa 4 (p. 52), 89, alinéa 1er (p. 55), 92 (p. 56), et 99, alinéa 1er (p. 59 - 2 fois), le not "conseillers" devrait être remplacé par les mots "conseillers d'Etat".

- (p.51) A l'article 83 il y a lieu d'écrire "Sauf lorsqu'ils concernent".

- (p.58) A l'article 95, al. 2, du texte néerlandais il convient d'écrire "licentiaat".

- (p.65) L'article 107, alinéa 2, 1°, du texte néerlandais, doit, in fine, être corrigé comme suit : "... voor zover dat ambt gedurende niet meer dan vijf uur per week en gedurende niet meer dan twee halve dagen per week wordt uitgeoefend;".

.../...

La note concernant l'article 107 du texte néerlandais (p. 64) devrait alors être complétée comme suit :

"Er werd rekening gehouden met het erratum betreffende de Nederlandse tekst van het tweede lid, 1°, dat gepubliceerd werd in het Belgisch Staatsblad van 3 augustus 1972".

- (p.68) Dans les deux versions de la note concernant l'article 111, il y a lieu de faire suivre le millésime 1958 de la mention "art. 13", entre virgules.

*
* *

Afin de transposer dans la coordination les adaptations de texte réalisées par l'article 1er de l'arrêté en projet, les modifications suivantes devraient être apportées aux articles et aux notes indiqués ci-après.

Il convient de remplacer :

- aux articles 51, alinéa 1er, (p. 24), 52, alinéa 3 (p. 25), et 53, alinéa 1er (p. id.),
les mots "dont les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, imposent l'emploi", par les mots "dont la législation sur l'emploi des langues en matière administrative impose l'emploi dans leurs services intérieurs, aux services dont l'activité s'étend à tout le pays".

.../...

- aux articles 51, alinéa 2 (p. 24) et 53, alinéa 2 (p. 26), les mots "Si ces lois n'imposent pas", par les mots "Si cette législation n'impose pas".
  La note concernant l'article 51 (p. 24) devrait, dans sa version néerlandaise, se terminer comme suit : "art. 1, § 1, 1° en 2°".

- à l'article 61, 1° (p. 29),
  les mots "aux lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, par les mots "à la législation sur l'emploi des langues en matière administrative".
  La note concernant l'article 61 (p.29) est à compléter comme suit "et A.R. du ..., art. 1er, § 1er,3°".

- à l'article 62 (p. 30),
  les mots "dans les deux langues", par les mots "en langue française et en langue néerlandaise. Les avis et arrêts sont rendus dans ces deux langues".

  L'alinéa 2 doit alors être supprimé.

  La note concernant l'article 62 est à compléter comme suit : "et A.R. du ..., art. 1er, § 1er, 4°".

- à l'article 64, alinéa 1er (p.31),
  1° les mots "aux lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966", par les mots "à la législation sur l'emploi des langues en matière administrative" ;

)

.../...

2° et les mots "imposé par ces lois", par les mots "imposé par cette législation, dans leurs services intérieurs".

- à l'article 65, alinéa 1er (p. 32 au lieu de 33),

1° les mots "aux lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966", par les mots "à la législation sur l'emploi des langues en matière administrative" ,

2° et les mots "par ces lois", par les mots "par cette législation" .

- à l'article 66, alinéa 1er (p. 32),

les mots "aux lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966",par les mots "à la législation sur l'emploi des langues en matière administrative".

La note concernant l'article 66 devrait se terminer comme suit : "art. 1er, § 2, 3°".

.../...

- à l'article 68 (p. 33),

les mots "sont régis par les dispositions relatives aux administrations centrales de l'Etat des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966"
par les mots "sont régis par les dispositions des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, qui sont applicables aux services dont l'activité s'étend à tout le pays".

- à l'article 73, § 1er, alinéas 1er et 2 (p. 41),

les mots "dans la langue nationale autre que celle"
par les mots "dans la langue, française ou néerlandaise, autre que celle".

- au même article, § 2, alinéa 1er (p. 42),

les mots "de la langue nationale, autre que celle"
par les mots "de la langue, française ou néerlandaise, autre que celle".

- au même article, §2, alinéa 2 (p. 42),

les mots "de la seconde langue nationale" par les mots "de la langue autre que celle de leur diplôme".

- au même § 2, alinéa 3 (p. 42),

les mots "de la deuxième langue nationale" par les mots "de la langue autre que celle de leur diplôme".

- au même § 2, alinéa 4 (p. 43),

les mots "de la seconde langue nationale" par les mots "de cette langue".

./...

La note concernant l'article 73 (p. 41) devrait, en son alinéa 1er, être complétée par la mention "et A.R. du ...., art. 1er, § 4".

Elle pourrait encore être complétée, comme il est expliqué plus loin, par l'insertion, entre le deuxième et le troisième alinéa, de la mention suivante :

"Au § 2, alinéa 2, la discordance entre les mots "Quatre membres du Conseil d'Etat au moins" et "Ten minste vier Staatsraden" résulte du texte même de la loi du 3 juin 1971, article 20, B".

- à l'article 79, alinéa 1er (p. 47),

les mots "des deux langues nationales" par les mots "des langues française et néerlandaise" (trois fois).

La note concernant l'article 79 (p. 47) est à compléter par la mention "et A.R. du ..., art. 1er, § 5".

- à l'article 81, alinéa 3 (p. 50),

les mots "des deux langues nationales" par les mots "des langues française et néerlandaise",

La note concernant l'article 81 (p. 50) est à compléter par la mention "et A.R. du ....., art. 1er, § 6, 1°".

- à l'article 83 (p. 51),

1) les mots "qui sont légalement rédigés en une seule langue nationale" par les mots "qui légalement ne sont rédigés qu'en français ou en néerlandais",
2) et les mots "des deux langues nationales" par les mots "des deux langues".

./...

La note concernant l'article 83 (p. 51) devrait, en son alinéa premier, être complétée par l'ajouté "et A.R. du ....., art. 1er, § 6, 2°".

- à l'article 87, alinéa 3 (p. 54),

les mots "des deux langues nationales" par les mots "des langues française et néerlandaise".

La note concernant l'article 87 (p. 53) devrait être complétée par la mention "et A.R. du ...., art. 1er, § 7, 1°".

- à l'article 88 (p. 54),

les mots "et d'une des deux langues nationales" par les mots "et de la langue française ou néerlandaise".

La note concernant l'article 88 est, en son alinéa premier, à compléter par la mention "et A.R. du ...., art. 1er, § 7, 2°".

- à l'article 95, alinéa 2 (p. 58),

les mots "de la seconde langue nationale" par les mots "de la seconde langue".

La note concernant l'article 95 (p. 57) est à compléter par un alinéa , rédigé comme suit :

"A l'al. 2, les mots "de la seconde langue nationale" ont été remplacés par les mots "de la seconde langue", par souci de concordance notamment avec l'art. 73, § 2, al. 2, 3 et 4".

***

./...

A l'article 73, § 2, alinéa 2, les mots "Quatre membres du Conseil d'Etat au moins" faisant pendant aux mots "Ten minste vier Staatsraden" présentent, dans l'un texte comme dans l'autre, des difficultés d'interprétation et d'application.

L'alinéa en question est l'article 33, § 2, alinéa 2, de la loi de 1946, alinéa remplacé par la loi du 3 juin 1971, article 20, B, et dont la version officielle comprend d'une part les mots "membres du Conseil d'Etat" et, d'autre part, le mot "staatsraden".

Les termes français désignent indubitablement outre les conseillers d'Etat, les présidents de chambre, Pris à la lettre, on pourrait soutenir qu'ils visent aussi le premier président et le président. Une telle interprétation doit toutefois être considérée comme exclue, puisque la justification, par un des deux présidents, de la langue autre que celle de son diplôme fait déjà l'objet de l'alinéa ler du même paragraphe.

Quant au terme néerlandais, s'il exclut à juste titre de l'application de la disposition le premier président et le président, il en écarte de même, mais à tort, les présidents de chambre.

Les deux versions ont donc une portée différente.

Sans doute la solution correcte de la difficulté consiste-t-elle à lire le début de cet alinéa 2 comme suit : "Quatre autres membres du Conseil d'Etat au moins" - "Ten minste vier andere leden van de Raad van State", mais cette solution ne peut-être consacrée par un simple arrêté de coordination.

.../...

En effet, le pouvoir conféré au Roi par l'article 23 de la loi du 3 juillet 1971, même par l'alinéa 2, c, de cet article, ne va pas jusqu'à lui permettre d'interpréter la loi par voie d'autorité.

Le Conseil d'Etat ne peut dès lors faire d'autre suggestion que d'insérer une note attirant l'attention sur la disparité, sur ce point, des textes légaux. Cette proposition a déjà été faite, ci-devant, à l'occasion de l'examen de la note concernant l'article 73.

Het ontwerp heeft een tweeledig doel :

1° onder gebruikmaking van de machtiging die in artikel 57, 3° en 4°, van de wet van 2 augustus 1963 aan de Koning is verleend, wil het de bepalingen van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, zoals later gewijzigd, waarin voorschriften betreffende het gebruik van de talen in bestuurszaken of verwijzingen naar de wet van 28 juni 1932 voorkomen aan te passen aan de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken;

2° onder gebruikmaking van de machtiging die aan de Koning is verleend in artikel 23 van de wet van 3 juli 1971, wil het de bepalingen van de organieke wet op de Raad van State coördineren met die van het hoofdstuk II, afdeling III, van de wet van 3 juli 1971 welke betrekking hebben op de afdeling bevoegdheidsconflicten.

Aan die aanpassing en coördinatie zijn onderscheidenlijk artikel 1 en artikel 2 van het ontwerp gewijd.

In zijn aanvraag om beredeneerd advies van de afdeling wetgeving over het ontwerp, dat uitgewerkt is door een daartoe in de Raad van State ingestelde commissie, stelt de minister een aantal wijzigingen voor waarmede naar zijn mening een nog betere aanpassing van de wet op de Raad van State aan de wetgeving betreffende het gebruik van de talen in bestuurszaken kan worden verkregen.

Op die wenken is, op één uitzondering na, ingegaan. De nieuwe tekst die ter vervanging van artikel 1 van het ontwerp wordt voorgesteld houdt daar rekening mede. Hij gaat als bijlage bij dit advies.

.../...

De gecoördineerde tekst en de voetnoten moeten dus worden aangepast overeenkomstig de voorstellen die verderop bij het onderzoek van die tekst worden gedaan.

Op één punt dus heeft de Raad van State voorzichtigheidshalve gemeend de tekst te moeten laten zoals hij was, met name in verband met de suggestie die gedaan is bij artikel 25, § 13, tweede lid, van de wet van 23 december 1946, vervangen bij de wet van 15 april 1958, artikel 1. Als die tekst, zoals voorgesteld is, wordt vervangen door : "De adviezen en arresten worden bovendien in het Duits gesteld voor zaken betreffende een inwoner van het Duits taalgebied of van een gemeente uit het Malmedyse" ontzegt men de inwoners van Membach, Gemmenich en Moresnet de mogelijkheid om te vragen dat het arrest in het Duits wordt gewezen. Het is de Raad van State niet duidelijk hoe de Koning de inwoners van die gemeenten op grond van artikel 57, 4°, van de wet van 2 augustus 1963 de bijzondere regeling die de speciale wet van 23 december 1946 hun in een procedure-aangelegenheid heeft verleend, zou kunnen ontnemen alleen maar omdat die gemeenten zelf wat betreft het gebruik van de talen in bestuurszaken geen bijzondere regeling meer genieten.

Het opschrift van het ontwerp-besluit zou nauwer aansluiten bij de bepalingen en de terminologie van het nieuwe artikel 1 indien het, zoals de Minister trouwens voorstelt, als volgt was geredigeerd :

"Koninklijk besluit tot aanpassing van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State aan de wetgeving betreffende het gebruik van de talen in bestuurszaken, en tot coördinatie van de wetten op de Raad van State".

.../...

In het tweede lid van de aanhef moet ook 3° van artikel 57 van de wet van 2 augustus 1963 worden vermeld.

Artikel 2 van het ontwerp bevat een juiste en volledige opgave van de te coördineren bepalingen.

In de gecoördineerde tekst, die als bijlage bij het ontwerp-besluit is gevoegd, staan al de blijvende bepalingen van de te coördineren wetten en -bij wijze van uitzondering- ook de nog geldende overgangsbepalingen uit die wetten.

Die overgangsbepalingen zijn echter samengebracht in een aparte titel (IX) maar de oorspronkelijke nummering, de tekst van de artikelen en zelfs de daarin voorkomende verwijzingen zijn ongewijzigd gebleven. Aan die aparte titel zouden nog een aantal andere overgangsbepalingen moeten worden toegeveogd zoals verder wordt aangegeven.

De lijst van de niet in de coördinatie opgenomen bepalingen is bij de gecoördineerde tekst gevoegd; niet vermeld daarin zijn de bepalingen die betrekking hebben op geheel tot het verleden behorende situaties of die in andere wetten, bij voorbeeld in het gerechtelijk wetboek of in een van de belastingwetboeken, zijn ingevoegd.

De te coördineren bepalingen zijn ingedeeld in titels en hoofdstukken; die indeling is grotendeels het werk van de ontwerpers van de coördinatie. Deze hebben ook gezorgd voor een naar hun object logischer indeling van de bepalingen die over eenzelfde materie handelen, hetgeen geleid heeft tot verschuiving van een aantal artikelen of gedeelten van artikelen, die men dus niet meer aantreft op dezelfde plaats als in de oorspronkelijke wetten.

.../...

Voetnoten geven voor ieder artikel aan van waar de er in opgenomen bepalingen komen, welke wijzigingen ze hebben ondergaan of welke veranderingen er in werden aangebracht ter wille van de overeenstemming binnen in de teksten.

Een concordantie zou goede diensten bewijzen aan allen die in de coördinatie deze of gene bepaling uit de oorspronkelijke wet zoeken. Vele artikelen hebben immers een ander nummer gekregen.

Die tabel zou bij de gecoördineerde tekst worden gevoegd en samen met die tekst in het Staatsblad worden bekendgemaakt.

***

De coördinatie die als bijlage bij het ontwerp gaat, heeft geen opschrift.

Soms geeft de wetgever zelf aan welk opschrift hij wenst voor de coördinatie waarmee hij de Koning belast. Dat is hier niet het geval.

Opdat telkens als een tekst verwijst naar de gecoördineerde wetgeving betreffende de Raad van State niet het nogal omslachtige opschrift van het ontwerp-koninklijk besluit moet worden aangehaald, wordt voorgesteld de coördinatie als opschrift te geven :

"Gecoördineerde wetten op de Raad van State".

***

.../...

Alvorens de gecoördineerde tekst te bespreken moge de Raad van State de Regering erop attent maken dat de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten de Raad het contentieux van de agglomeratie- en de federatieraadsverkiezing heeft opgedragen waar ze de op die materie betrekking hebbende bepalingen van de gemeentekieswet op die verkiezingen van overeenkomstige toepassing heeft verklaard, en dat artikel 10 van de wet van 23 december 1946, dat 's Raads volle rechtsmachtbevoegdheid regelt, daardoor stilzwijgend is gewijzigd.

Artikel 95 van de wet van 26 juli 1971 bepaalt :

"De Koning kan bij in Ministerraad overlegde besluiten :

1° de tekst van de wetten die door deze wet stilzwijgend gewijzigd worden in overeenstemming brengen met deze wet;

2° de tekst van de wetten in overeenstemming brengen met de terminologie van deze wet.

De koninklijke besluiten bedoeld in het eerste lid zullen wij de wet bekrachtigd worden. Het ontwerp van de bekrachtigingswet zal ingediend worden binnen twee maanden na de bekendmaking van het koninklijk besluit".

Mocht de Regering voornemens zijn, van die bepaling gebruik te maken dan zou de tekst die artikel 10 van de wet van 23 december 1946 gewijzigd heeft, na bekrachtiging moeten worden ingevoegd in artikel 16 van de ontwerpcoördinatie.

***

.../...

Sommige nog geldende overgangsbepalingen, met name de artikelen 49, 50 en 51 van de wet van 3 juni 1971, is men vergeten op te nemen in de coördinatie. Die artikelen moeten worden toegevoegd aan titel IX, hoofdstuk II, van de coördinatie en wel zoals ze bekendgemaakt zijn in het Belgisch Staatsblad, blz. 7868 en 7869, dus met hun oorspronkelijk nummer en in hun oorspronkelijke tekst. De paginering van de coördinatie moet dienovereenkomstig worden aangepast.

De voetnoten betreffende die artikelen moeten dan als volgt worden geredigeerd :

Art. 49 en 50 : de wet van 3.6.1971 is in werking getreden op 29.6.1971.

Art. 49, § 1, 1e al. : verwijzing naar art. 51 : z. coörd. art. 104.

Art. 383 Ger.Wetb. is in werking getreden op 1.9.1970 (K.B. 20.8.1970).

Art. 51 : de wet van 3.6.1971 is in werking getreden op 29.6.1971.

***

De verbeteringen die in de gecoördineerde tekst en in de er bij behorende voetnoten moeten worden aangebracht, zijn hierna aangegeven.

In een aantal artikelen hoeven de woornen "de afdeling wetgeving" of "de afdeling administratie" niet telkens te worden herhaald en kan zonder gevaar voor misvatting gewoon "de afdeling" worden geschreven, met name in artikel 4, eerste, tweede en vierde lid, en in de artikelen 5 en 6 waar "afdeling wetgeving" staat, en in de artikelen 9, 12, eerste lid, 13, 14, tweede lid, 16, 19, eerste lid, in fine, 23, eerste lid, 25, eerste lid, 26,27 en 35, waar "afdeling administratie" staat.

.../...

De woorden "afdeling administratie" moeten wèl behouden blijven in de artikelen 7, 10, 11, eerste lid, 19, eerste lid (naar het midden toe), 29, tweede lid, 30, 33, eerste en derde lid, en 34.

- (blz. 9) In artikel 19, eerste lid, leze men "blijken" in plaats van "blijven" en late men de onjuiste verwijzing naar artikel 10 weg.

- (blz. 10) In artikel 20 moet de verwijzing naar artikel 15 als onjuist vervallen. Men schrijve dus : "ieder beroep gesteund op artikel 14".

- (blz. 13) In artikel 26 moeten de woorden "binnen welke het arrest of het advies moet tussenbeide komen" ter wille van de overeenstemming met de terminologie van artikel 63 worden vervangen door "binnen welke het arrest gewezen of het advies verstrekt moet worden".

  De voetnoot bij artikel 28 ontbreekt. Men redigere ze als volgt :

  "Artikel 28 - W. 23.12.1946, art. 19".

- (blz. 14) In artikel 30, eerste lid, dient de onjuiste verwijzing naar artikel 10 te worden weggelaten.

- (blz. 17) In artikel 34, eerste lid, kunnen de woorden "beslecht als voorzien voor de rechtsmachtregeling in burgerlijke zaken. Het arrest tot bevoegdheidsregeling wordt" ter willen van de overeenstemming met de terminologie van titel IV, hoofdstuk II, artikelen 645 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek vervangen worden door "beslecht zoals bepaald voor de regeling van rechtsgebied in burgerlijke zaken. Het arrest tot regeling van rechtsgebied wordt".

.../...

- (blz. 19) In artikel 38, eerste lid, vervange men de woorden "Ieder rechtscollege maakt de prejudiciële kwestie bij de afdeling aanhangig" door "Ieder rechtscollege bedoeld in artikel 18 maakt de prejudiciële kwestie aanhangig bij de afdeling bevoegdheidsconflicten".

  Aangezien artikel 14 van de wet van 3 juli 1971 is gesplitst en het eerste lid daarvan artikel 18 van de coördinatie is geworden, lijkt het verkieslijk in artikel 38 duidelijk te stellen om welk rechtscollege en om welk prejudiciële kwestie het gaat.

-(blz.20+21) In de artikelen 40, eerste lid, 41,in fine,42 en 43,eerste lid, moet het woord "griffier" worden vervangen door "hoofdgriffier".

  De griffier van de Raad van State is ingevolge de wet van 3 juni 1971 hoofdgriffier van de Raad van State geworden.

-(blz.24,31,33)Ter wille van de overeenstemming met de terminologie van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken schrijve men in het opschrift van hoofdstuk II en van de afdelingen : "Gebruik van de talen" in plaats van "Taalgebruik".

- (blz. 25) In artikel 53, eerste lid, is artikel 15 ten onrechte vermeld en moeten de woorden "de artikelen 10, 11, 14 en 15" dus worden vervangen door "de artikelen 10, 11 en 14".

- (blz. 32) De bladzijde die begint met artikel 65 moet nummer 32 krijgen (in plaats van 33).

.../...

- (blz. 36) De voetnoot bij artikel 71 ware juister en volledliger als volgt :

"Art. 71, § 1 : W. 23.12.1946, art. 31, § 2, 1e en 2e lid, in omgekeerde orde, en § 3, gew. W. 3 juni 1971, art. 18 ;

§§ 2, 3, 4 en 5 : W. 23.12.1946, respect. art. 31, §§ 1, 4, 5 en 6, gew. W. 3 juni 1971, art. 18".

- (blz. 41) In artikel 73, § 1, derde lid, schrijve men "staatsraden" zonder hoofdletter.

- (blz. 46) In artikel 77, § 2, eerste lid, late men de afkorting "o.m." weg.

- (blz. 47) In de artikelen 79, eerste lid, 85, vierde lid (blz. 52), 89, eerste lid (blz. 55), 92 (blz. 56), en 99, eerste lid (blz.59,2x) vervange men in de Franse tekst het woord, "conseillers" door "conseillers d'Etat".

- (blz. 51) In artikel 83, Franse tekst, leze men "Sauf lorsqu'ils concernent".

- (blz. 58) In artikel 95, tweede lid, schrijve men "licenciaat".

- (blz. 65) Artikel 107, tweede lid, 1°, moet aan het slot als volgt worden verbeterd " "... voor zover dat ambt gedurende niet meer dan vijf uur per week en gedurende niet meer dan twee halve dagen per week wordt uitgeoefend;".

.../...

De voetnoot bij artikel 107 (blz. 64) moet dan worden aangevuld als volgt :

"Er werd rekening gehouden met het erratum betreffende de Nederlandse tekst van het tweede lid, 1°, dat gepubliceerd werd in het Belgisch Staatsblad van 3 augustus 1972".

- (blz. 68) In de voetnoot bij artikel 111 moet na het jaartal 1958, tussen komma's, de vermelding "art.13" komen, in beide versies.

*
* *

Om de door artikel 1 van het ontwerp-besluit verwezenlijkt tekstaanpassingen te transponeren in de coordinatie, brenge men in de hierna aan te geven artikelen en voetnoten de volgende wijzigingen aan.

Men vervange :

- in de artikelen 51, eerste lid (blz. 24), 52, derde lid (blz. 25), en 53, eerste lid (blz. id.),
de woorden "voorgeschreven bij de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966" door "die de diensten waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt krachtens de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken moeten gebruiken in hun binnendiensten".

.../...

- <u>in de artikelen 51, tweede lid (blz. 24), en 53, tweede lid (blz. 26)</u>, de woorden "Indien deze wetten het gebruik van een bepaalde taal niet voorschrijven" door "Indien die wetgeving het gebruik van een bepaalde taal niet voorschrijft".
  De voetnoot bij artikel 51 (blz. 24) leze men aan het eind : "art. 1, § 1, 1° en 2°".

- <u>in artikel 61, 1° (blz. 29)</u>,

  de woorden "aan de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966" door "aan de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken".
  De voetnoot bij artikel 61 (blz. 29) vulle men aan als volgt "en K.B. van ....., art. 1, § 1, 3°".

- <u>in artikel 62 (blz. 30)</u>,
  de woorden "in de beide landstalen" door "in het Nederlands en in het Frans. De adviezen en arresten worden in die twee talen verleend".

  Het tweede lid valt dan weg.

  De voetnoot bij artikel 62 dient als volgt te worden aangevuld : "en K.B. van ....., art. 1, § 1, 4°".

- <u>in artikel 64, eerste lid (blz. 31)</u>,

  1° de woorden "aan de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966" door "aan de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken" ;

.../...

2° en de woorden "opgelegd is door deze wetten" door "opgelegd is door die wetgeving in hun binnendiensten"

- in artikel 65, eerste lid (blz. 32 in plaats van 33),

1° de woorden "aan de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken" door "aan de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken",

2° en de woorden "bij de genoemde wetten" door "bij die wetgeving".

- in artikel 66, eerste lid (blz. 32),

de woorden "aan de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966" door "aan de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken".

De voetnoot bij artikel 66 moet eindigen als volgt : "art. 1, § 2, 3°".

- in artikel 68 (blz. 33),

de woorden "zijn onderworpen aan de bepalingen van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, die gelden voor de hoofdbesturen van de Staat" door "zijn onderworpen aan de bepalingen van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken die gelden voor de diensten waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt".

- in artikel 73, § 1, eerste en tweede lid (blz. 41),

de woorden "in een andere landstaal dan deze" door "in de andere taal, Nederlands of Frans, dan die".

.../...

- in hetzelfde artikel, § 2, eerste lid (blz. 42),
de woorden "van de andere landstaal" door "van de andere taal , Nederlands of Frans".

- in hetzelfde artikel, § 2, tweede lid (blz. 42),
de woorden "van de tweede landstaal" door "van de andere taal dan die waarin hun diploma is gesteld".

- in dezelfde § 2, derde lid (blz. 42),
de woorden "van de tweede landstaal" door "van de andere taal dan die waarin hun diploma is gesteld".

- in dezelfde § 2, vierde lid (blz. 43),
de woorden "van de tweede landstaal" door "van die taal".

De voetnoot bij artikel 73 (blz. 41) dient in het eerste lid te worden aangevuld met : "en K.B. van ..., art. 1, § 4".

Ze zou ook nog, zoals verderop wordt uiteengezet, kunnen worden aangevuld, tussen het tweede en het derde lid, met de vermelding :

"In § 2, tweede lid, volgt de afwijking tussen "Quatre membres du Conseil d'Etat au moins" en "Ten minste vier Staatsraden" uit de tekst zelf van de wet van 3 juni 1971, artikel 20, B".

.../...

- in artikel 79, eerste lid (blz. 47),

de woorden "van de beide landstalen" door "van het Nederlands en het Frans" (drie maal).

De voetnoot bij artikel 79 (blz. 47) vulle men aan met : "en K.B. ....., art. 1, § 5".

- in artikel 81, derde lid (blz. 50),

de woorden "beide landstalen" door "het Nederlands en en Frans".

De voetnoot bij artikel 81 (blz. 50) vulle men aan met : "en K.B. van ....., art. 1, § 6, 1°".

- in artikel 83 (blz. 51),

1) de woorden "die overeenkomstig de wet in slechts één landstaal zijn gesteld" door "die overeenkomstig de wet slechts in het Nederlands of in het Frans zijn gesteld",

2) en de woorden "van de beide landstalen" door "van de twee talen".

.../...

De voetnoot bij artikel 83 (blz. 51) vulle men in het eerste lid aan met "en K.B. van ... art. 1, § 6, 2°".

- in artikel 87, derde lid (blz. 54),

de woorden "beide landstalen" door "het Nederlands en het Frans".

De voetnoot bij artikel 87 (blz. 53) vulle men aan met "en K.B. van ... art. 1, § 7, 1°".

- in artikel 88 (blz. 54),

de woorden "en van een van beide landstalen" door "en van het Nederlands of het Frans".

De voetnoot bij artikel 88 vulle men in het eerste lid aan met "en K.B. van ..., art. 1, § 7, 2°".

- in artikel 95, tweede lid (blz. 58),

de woorden "van de andere landstaal" door "van de tweede taal".

De voetnoot bij artikel 95 (blz. 57) vulle men aan met een alinea als volgt :

"In het tweede lid, zijn de woorden "van de andere landstaal" vervangen door "van de tweede taal" ter wille van de overeenstemming met artikel 73, § 2, tweede, derde en vierde lid".

*
* *

.../...

In artikel 73, § 2, tweede lid, doen de woorden "Quatre membres du Conseil d'Etat au moins" als tegenhanger voor "Ten minste vier Staatsraden" zowel in de ene als in de andere versie moeilijkheden ter zake van interpretatie en toepassing rijzen.

Het bedoelde lid is het tweede lid van § 2 van artikel 33 van de wet van 1946, zoals het vervangen is bij de wet van 3 juni 1971, artikel 20, B, en dat in de officiële lezing aan de ene kant van "membres du Conseil d'Etat", aan de andere kant van "staatsraden" spreekt.

Met de Franse tekst worden naast de Staatsraden ongetwijfeld mede de kamervoorzitters bedoeld en, als men die tekst letterlijk opvat, zou men zelfs kunnen beweren dat hij ook op de eerste voorzitter en de voorzitter slaat. Een zodanige interpretatie moet echter uitgesloten worden geacht : dat één van de twee voorzitters moet bewijzen dat hij de andere taal kent dan die waarin zijn diploma is gesteld, is immers al bepaald in het eerste lid van dezelfde paragraaf.

Sluit de Nederlandse term de eerste voorzitter en de voorzitter met reden voor de toepassing van die bepaling uit, hij houdt er ook, maar dan ten onrechte, de kamervoorzitters buiten.

De twee versies hebben dus een verschillende strekking.

.../...

De juiste oplossing voor die moeïlijkheid ware wellicht het begin van het tweede lid als volgt te redigeren : "Ten minste vier andere leden van de Raad van State ..." - "Quatre autres membres du Conseil d'Etat au moins". Die oplossing is echter met een gewoon coördinatiebesluit niet te halen.

De bevoegdheid aan de Koning verleend in artikel 23 van de wet van 3 juli 1971, zelfs in het tweede lid, c, is niet zo ruim dat zij hem toestaat een authentieke uitlegging van de wet te geven.

De Raad van State kan dan ook alleen maar voorstellen dat in een voetnoot op die discrepantie wordt gewezen. Dat voorstel is hiervoren gedaan bij het onderzoek van de voetnoot betreffende artikel 73.

ANNEXE I - BIJLAGE I.

L'article 1er de l'arrêté en projet serait plus correctement et plus complètement rédigé comme suit :

Artikel 1 van het besluit in ontwerp zou juister en volleddiger gesteld zijn als volgt :

Article 1er, § 1er.

1° au § 1er, alinéa 1er, au § 2, alinéa 3, et au § 3, alinéa 1er, de l'article 25 de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, modifié par les lois des 15 avril 1958 et 3 juin 1971, les mots "dont l'article 4, § 1er, de la loi du 28 juin 1932 impose l'emploi" sont remplacés par les mots "dont la législation sur l'emploi des langues en matière administrative impose l'emploi dans leurs services intérieurs, aux services dont l'activité s'étend à tout le pays";

2° au § 1er, alinéa 2, et au § 3, alinéa 2, du même article, les mots "Si cet article n'impose pas" sont remplacés par les mots "Si cette législation n'impose pas";

Artikel 1, § 1.

1° in § 1, eerste lid, in § 2, derde lid, en in § 3, eerste lid, van artikel 25 van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, gewijzigd bij de wetten van 15 april 1958 en 3 juni 1971, worden de woorden "bepaald in - of - voorgeschreven bij - artikel 4,§ 1, van de wet van 28 juni 1932" vervangen door de woorden "die de diensten waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt moeten gebruiken in hun binnendiensten krachtens de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken";

2° in § 1, tweede lid, en in § 3, tweede lid, van hetzelfde artikel, worden de woorden "Indien dit laatste artikel het gebruik van een bepaalde taal niet voorschrijft" vervangen door de woorden "Indien die wetgeving het gebruik van een bepaalde taal niet voorschrijft";

3° au § 11, 1°, du même article, les mots "à la loi du 28 juin 1932" sont remplacés par les mots "à la législation sur l'emploi des langues en matière administrative";

4° le § 12 du même article est remplacé par la disposition suivante :
"§ 12. Lorsque l'affaire est dévolue à la chambre bilingue, les actes écrits émanant des organes du Conseil d'Etat doivent être établis en langue française et en langue néerlandaise. Les avis et arrêts sont rendus dans ces deux langues".

5° le § 14 du même article est abrogé.

§ 2.

1° au § 1er, alinéa 1er, de l'article 26 de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 1958, les mots "à la loi du 28 juin 1932" sont remplacés par les mots "à la législation sur l'emploi des langues en matière administrative"

3° in § 11, 1°, van hetzelfde artikel, worden de woorden "aan de wet van 28 juli 1932" vervangen door de woorden "aan de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken";

4° § 12 van hetzelfde artikel wordt door de volgende bepaling vervangen :
"§ 12. Wanneer de zaak naar de tweetalige kamer wordt verwezen, moeten de geschreven akten uitgaande van de organen van de Raad van State in het Nederlands en in het Frans gesteld zijn. De adviezen en arresten worden in beide talen verleend".

5° § 14 van hetzelfde artikel wordt opgeheven.

§ 2.

1° in § 1, eerste lid, van artikel 26 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, worden de woorden "aan de wet van 28 juni 1932" vervangen door de woorden "aan de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken"

./.

et les mots "par les articles 1er à 4 de cette loi", par les mots "par cette législation, dans leurs services intérieurs".

2° au § 2, alinéa 1er, du même article, modifié par la loi du 15 avril 1958, les mots "à la loi du 28 juin 1932" et les mots "par cette loi" sont remplacés respectivement par les mots "à la législation sur l'emploi des langues en matière administrative" et les mots "par cette législation".

3° au § 3, alinéa 1er, du même article, modifié par la loi du 15 avril 1958, les mots "à la loi du 28 juillet 1932" sont remplacés par les mots "à la législation sur l'emploi des langues en matière administrative".

en de woorden "welke hun opgelegd is door de artikelen 1 tot 4 van voormelde wet" door de woorden "die zij krachtens die wetgeving in hun binnendiensten moeten gebruiken".

2° in § 2, eerste lid, van hetzelfde artikel, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, worden de woorden "aan de wet van 28 juni 1932" en de woorden "welke genoemde wet haar oplegt" respectievelijk vervangen door de woorden "aan de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken" en de woorden "welke zij krachtens genoemde wetgeving moet gebruiken".

3° in § 3, eerste lid, van hetzelfde artikel, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, worden de woorden "aan de wet van 28 juni 1932" vervangen door de woorden "aan de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken".

.../...

§ 3. A l'article 27 de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 1958, les mots "sont régis par les dispositions relatives aux administrations centrales de l'Etat de la loi du 28 juin 1932" sont remplacés par les mots "sont régis par les dispositions des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, qui sont applicables aux services dont l'activité s'étend à tout le pays".

§ 3. In artikel 27, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, worden de woorden "worden beheerst door de bepalingen betreffende de hoofdbesturen van de Staat van de wet van 28 juni 1932", vervangen door de woorden "zijn onderworpen aan de bepalingen van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, die gelden voor de diensten waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt".

§ 4. 1°. A l'article 33, § 1er, alinéas 1er et 2, de la même loi, modifié par les lois des 15 avril 1958 et 3 juin 1971, les mots "dans la langue nationale autre que celle" sont remplacés par les mots "dans la langue, française ou néerlandaise, autre que celle".

§ 4. 1°. In artikel 33, § 1, eerste en tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 15 april 1958 en 3 juni 1971, worden de woorden "in de andere landstaal dan" vervangen door de woorden "in de andere taal, Nederlands of Frans, dan".

2°. Au § 2, alinéa 1er, du même article, modifié par la loi du 15 avril 1958, les mots "de la langue nationale, autre que celle" sont remplacés par les mots "de la langue, française ou néerlandaise, autre que celle".

2°. In § 2, eerste lid, van hetzelfde artikel, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, worden de woorden "van de andere landstaal dan die waarin" vervangen door de woorden "van de andere taal, Nederlands of Frans, dan die waarin".

.../...

3° au même article, § 2, sont remplacés : à l'alinéa 2, modifié par la loi du 3 juin 1971, les mots "de la seconde langue nationale" par les mots "de la langue autre que celle de leur diplôme"; à l'alinéa 3, modifié par la loi du 15 avril 1958, les mots "de la deuxième langue nationale" par les mots "de la langue autre que celle du diplôme"; à l'alinéa 4, modifié par la loi du 29 juillet 1963, les mots "de la seconde langue" par les mots "de cette langue".

3° in hetzelfde artikel, § 2, worden vervangen : in het tweede lid, gewijzigd bij de wet van 3 juni 1971, de woorden "van de tweede landstaal" door de woorden "van de andere taal dan die waarin hun diploma is gesteld"; in het derde lid, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, de woorden "van de tweede landstaal" door de woorden "van de andere taal dan die waarin het diploma is gesteld"; in het vierde lid, gewijzigd bij de wet van 29 juli 1963, de woorden "van de tweede landstaal" door de woorden "van die taal".

§ 5. A l'article 43, alinéa 1er, de la même loi, modifié par la loi du 3 juin 1971, les mots "des deux langues nationales" sont remplacés par les mots "des langues française et néerlandaise".

§ 5. In artikel 43, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 3 juni 1971, worden de woorden "van de beide landstalen" vervangen door de woorden "van het Nederlands en het Frans".

§ 6. 1°. A l'article 44, alinéa 4, de la même loi, modifié par la loi du 29 juillet 1963, les mots "des deux langues nationales" sont remplacés par les mots "des langues française et néerlandaise".

§ 6. 1°. In artikel 44, vierde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 29 juli 1963, worden de woorden "beide landstalen" vervangen door de woorden "het Nederlands en het Frans".

.../...

2°. A l'alinéa 5 du même article, modifié par la loi du 3 juin 1971, les mots "qui sont légalement rédigés en une seule langue nationale" sont remplacés par les mots "qui légalement ne sont rédigés qu'en français ou en néerlandais", et les mots "des deux langues nationales" par les mots "des deux langues".

2° In het vijfde lid van hetzelfde artikel, gewijzigd bij de wet van 3 juni 1971, worden de woorden "in slechts één landstaal" vervangen door de woorden "enkel in het Nederlands of in het Frans" en de woorden "van de beide landstalen" door de woorden "van de beide talen".

§ 7. 1°. A l'article 47, § 2, alinéa 3, de la même loi, modifié par la loi du 29 juillet 1963, les mots "des deux langues nationales" sont remplacés par les mots "des langues française et néerlandaise".

§ 7. 1°. In artikel 47, § 2, derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 29 juli 1963, worden de woorden "beide landstalen" vervangen door de woorden "het Nederlands en het Frans".

2° Au § 3 du même article, modifié par la loi du 29 juillet 1963, les mots "et d'une des deux langues nationales" sont remplacés par les mots "et de la langue française ou néerlandaise".

2° in § 3, van hetzelfde artikel, gewijzigd bij de wet van 29 juli 1963, worden de woorden "en een van beide landstalen" vervangen door de woorden "en het Nederlands of het Frans".

ANNEXE II - TABEL II.

TABLE DE CONCORDANCE - CONCORDANTIETABEL.

- Loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat telle qu'elle a été modifiée, et articles 10 à 21 de la loi du 3 juillet 1971 relative à la répartition des membres des Chambres législatives en groupes linguistiques et portant diverses dispositions relatives aux conseils culturels pour la communauté culturelle française et pour la communauté culturelle néerlandaise.

- Wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, zoals gewijzigd, en artikelen 10 tot 21 van de wet van 3 juli 1971 tot indeling van de leden van de Wetgevende Kamers in taalgroepen en houdende diverse bepalingen betreffende de cultuurraden voor de Nederlandse cultuurgemeenschap en voor de Franse cultuurgemeenschap.

A.	Loi du 23 décembre 1946. Wet van 23 december 1946.	Coordination. Coördinatie.
Art. 1,	mod. L. / gew. W. } 3.6.1971, art. 1	Art. 1
Art. 2,	al. 1 / al. 2 + 3 } mod. L. / gew. W. } 3.6.1971, art. 2	Art. 2 Art. 3
	al. 4 ins. par L. / ing. bij W. } 5.12.1968, art. 63	Art. 5
Art. 3		Art. 6
Art. 4		Art. 7
Art. 5		Art. 8
Art. 6		Art. 9
Art. 7, § 1	voir / zie Art.7bis.	--

.../...

Art. 7, § 2	mod. L. gew. W. } 3.6.1971, art. 3, § 1	Art. 10
Art. 7bis	ins. par L. 3.6.1971, art. 3, § 2, à la place d'art. 7, § 1er, originel ing. bij W. 3.6.1971, art. 3, § 2, in de plaats van het oorspro. art. 7, § 1	Art. 11
Art. 8, al. 1 + 2		Art. 12
al. 3	aj. L. toegev. W. } 3.6.1971, art. 4	Art. 13
Art. 9, al. 1 + 2	aj. L. toegev. W. } 3.6.1971, art. 5	Art. 14
al. 3	aj. L. toegev. W. } 3.6.1971, art. 5	Art. 15
Art. 10	mod. L. gew. W. } 9.7.1971, art. 19	Art. 16
Art. 11		Art. 19,al.1
Art. 12		Art. 20
Art. 13	mod. L. gew. W. } 3.6.1971, art. 6	Art. 21
Art. 14, al. 1 + 2		Art. 22
al. 3	mod. L. gew. W. } 11.6.1952, art. 1	Art. 19,al.2
Art. 15		Art. 23
Art. 16	mod. L. gew. W. } 3.6.1971, art. 7	Art. 25
Art. 17, al. 1		Art. 26
al. 2	aj. L. toegev. W. } 3.6.1971, art. 8	Art. 24
Art. 18		Art. 27
Art. 19		Art. 28

.../...

Art. 20, § 1 mod. L. / gew. W.	3.6.1971, art. 9	Art. 33
§ 2		Art. 34
§ 3		Art. 35
Art. 21, al. 1 mod.L. / gew.W.	3.6.1971, art. 10, 1°	Art. 30, al. 1
al. 2 mod.L. / gew.W.	18.3.1954, art. 1, § 1 + L. / 3.6.71, art.10, 2° + W.	al.2
al. 3 + 4 mod. L. / gew. W.	18.3.1954, art. 1, § 2	Art. 31
Art. 21bis ins. L. / ingev. W.	3.6.1971, art. 11	Art. 32
Art. 22 mod. L. / gew. W.	3.6.1971, art. 12, 1° + 2°	Art. 29
Art. 23, al. 1, 2 + 3		Art. 47
al. 4 aj. L. / toegev. W.	3.6.1971, art. 13	Art. 48
Art. 24		Art. 49
Art. 25, § 1 mod. L. / gew. W. § 1, 1° + 2°	15.4.1958, art. 1 + A.R. / K.B. ...,art.1,	Art. 51
§ 2 mod. L. / gew. W. § 1, 1°	15.4.1958, art. 1 + A.R. / K.B. ...,art. 1,	Art. 52

.../...

Art. 25, § 3 mod. L. / gew. W. } 15.4.1958 + L. / W. } 3.6.1971, art. 14,1° + A.R. / K.B. } ..., art. 1, § 1, 1° + 2° — Art. 53

§ 4 mod. L. / gew. W. } 15.4.1958, art. 1 — Art. 54

§ 5 mod. L. / gew. W. } 15.4.1958, art. 1 — Art. 55

§ 6 mod. L. / gew. W. } 15.4.1958, art. 1 — Art. 56

§ 7 mod. L. / gew. W. } 15.4.1958, art. 1 — Art. 57

§ 8 mod. L. / gew. W. } 15.4.1958, art. 1 — Art. 58

§ 9 mod. L. / gew. W. } 15.4.1958, art. 1 — Art. 59

§ 10 mod. L. / gew. W. } 15.4.1958, art. 1 — Art. 60

§ 11 mod. L. / gew. W. } 15.4.1958, art. 1 — Art. 61

§ 12 mod. L. / gew. W. } 15.4.1958, art. 1 — Art. 62

§ 13 mod. L. / gew. W. } 15.4.1958, art. 1 + L. / w. } 3.6.1971, art. 14, 2° — Art. 63

Art. 26, § 1 mod. L. / gew. W. } 15.4.1958, art. 1 + A.R. / K.B. } ..., art. 1, § 2, 1° — Art. 64

.../...

Art. 26, § 2 mod. L. / gew. W. } 15.4.1958, art. 1 + A.R. / K.B. } ..., art. 1, § 2, 2°	Art. 65
§ 3 mod. L. / gew. W. } 15.4.1958, art. 1 + L. / W. } 3.6.1971, art. 15 + A.R. / K.B. } ..., art. 1, § 2, 2°	Art. 66
Art. 27 mod. L. / gew. W. } 15.4.1958, art. 1 + A.R. / K.B. } ..., art. 1, § 3	Art. 68
Art. 28 mod. L. / gew. W. } 3.6.1971, art. 16	Art. 69
Art. 29	Art. 79
Art. 30, al. 1 + 2 (partim) + 3 mod. L. / gew. W. } 8.2.1962, art. 1 + L. / W. } 3.6.1971, art. 17	Art. 70, § 2
al. 1 + 2 (partim)	Art. 80, al. 3
Art. 31, § 1 mod. L. / gew. W. } 3.6.1971, art. 18	Art. 71, § 2
§ 2, al. 1 mod. L. / gew. W. } 3.6.1971, art. 18	Art. 71, § 1er, al. 2
al. 2 mod. L. / gew. W. } idem	al. 1
al. 3 mod. L. / gew. W. } idem	Art. 75, al. 3, + 77, §2, al 2

.../...

Art. 31, § 3 mod. / gew.	idem	Art. 71, § 1, al. 3
§ 4 mod. / gew.	idem	Art. 71, § 3
§ 5 mod. / gew.	idem	Art. 71, § 4
§ 6 mod. / gew.	idem	Art. 71, § 5
Art. 32, § 1, al. 1, mod. L. / gew. W.	3.6.1971, art. 19	Art. 72, § 1, al. 2
al. 2 mod. / gew.	idem	al. 1
§ 2, al. 1 + 2 mod. / gew.	idem	§ 2, al. 2 + 3
al. 3 mod. / gew.	idem	al. 1
§ 3 mod. / gew.	idem	§ 3
§ 4 mod. / gew.	idem	§ 4
Art. 33, § 1, al. 1, 2, 3 (partim), 4 + § 2 mod. L. / gew. W.	15.4.1958,	Art. 73
art. 5 L. / W.	3.6.1971, art. 20	
Art. 33, § 1, al. 3 (partim) mod. L. / gew. W.	3.6.1971, art. 20	Art. 80, al.3
Art. 34, § 1, 2 + 3 mod. L. / gew. W.	3.7.1971, art. 21	Art. 70, §§ 1, 3 + 4

.../...

Art. 35 mod. L. / gew. W.	3.6.1971, art. 22	Art. 80, al. 1 +2
Art. 36, al. 1 + 2 mod. L. / gew. W.	3.6.1971, art. 23	Art. 75, al. 1 +2
al. 3 mod. L. / gew. W.	3.6.1971, art. 23	Art. 76
Art. 37, al. 1 mod. L. / gew. W.	3.6.1971, art. 24	Art. 77, § 1
al. 2 mod. / gew.	idem	§ 2,al.1
Art. 38, al. 1, 2 (partim) + 3 mod. L. / gew. W.	3.6.1971,art.25	Art. 74
al. 2 (partim) mod. L. / gew. W.	3.6.1971, art. 25	Art. 80, al. 3
Art. 39, al. 1 + 4 mod. L. / gew. W.	3.6.1971, art. 26, § 1 + 2	Art. 99
al. 2 + 3		Art. 100
Art. 40 mod. L. / gew. W.	3.6.1971, art. 27	Art. 101
Art. 41 mod. L. / gew. W.	3.6.1971, art. 28	Art. 102
Art. 42 mod. L. / gew. W.	3.6.1971, art. 29	Art. 78
Art. 43 mod. L. / gew. W.	3.6.1971, art. 30	Art. 79
Art. 44, al. 1, 2 + 4 mod. L. / gew. W.	29.7.1963, art. 4 +	
L. / W.	3.6.1971, art. 31	Art. 81

.../...

Art. 44, al. 3		Art. 82
al. 5	mod. L. / gew. W. } 3.6.1971, art. 31	Art. 83
Art. 45		Art. 84
Art. 46	mod. L. / gew. W. } 3.6.1971, art. 32	Art. 85
Art. 47, § 1	mod. L. / gew. W. } 29.7.1963, art. 5	Art. 86
§ 2	mod. L. / gew. W. } 29.7.1963, art. 5	Art. 87
§ 3	mod. L. / gew. W. } 29.7.1963, art. 5	Art. 88
§ 4	mod. L. / gew. W. } 29.7.1963, art. 5 + L. / W. } 3.6.1971, art. 33	Art. 89
Art. 48, al. 1		Art. 90
al. 2	mod. L. / gew. W. } 15.4.1958, art. 9	Art. 91
al. 3	mod. L. / gew. W. } 3.6.1971, art. 34	Art. 92
al. 4	mod. L. / gew. W. } 3.6.1971, art. 34	Art. 93
Art. 49	mod. L. / gew. W. } 3.6.1971, art. 35	Art. 94
Art. 50	mod. L. / gew. W. } 15.4.1958, art. 10	Art. 103

.../...

Art. 51 mod. L. / gew. W. } 3.6.1971, art. 36		Art. 104
Art. 52 mod. L. / gew. W. } 3.6.1971, art. 37		Art. 105
Art. 53 mod. L. / gew. W. } 3.6.1971, art. 38		Art. 106
Art. 54, § 1, mod. L. / gew. W. } 3.6.1971, art. 39		Art. 107
§ 2, mod. L. / gew. W. } 3.6.1971, art. 39		Art. 108
§ 3, mod. L. / gew. W. } 3.6.1971, art. 39		Art. 109
§ 4, mod. L. / gew. W. } 3.6.1971, art. 39		Art. 110
Art. 54bis, § 1, ins. L. / ingev. W. } 15.4.1958,	mod. L. / gew. W. } 3.6.1971, art. 40	Art. 111
§ 2, ins. L. / ingev. W. } idem		Art. 112
Art. 54ter ins. / ingev. W. } 3.6.1971, art. 41		Art. 113
Art. 55		Art. 114
Art. 56		Art. 115
Art. 57, cfr. art. 42, § 2, L. / W. } 3.6.1971		--
Art. 58		Art. 116

.../...

Art. 59	abrog. L. / opgeh. W. } 3.6.1971, art. 46, 1°	---
Art. 60	Disposition transitoire Overgangsbepaling	---
Art. 61		Art. 117
Art. 62	abrog. L. / opgeh. W. } 3.6.1971, art. 46, 1°	---
Art. 63	Disposition transitoire Overgangsbepaling	---
Art. 64	Entrée en vigueur - Disposition non reprise Inwerkingtreding - Niet opgenomen bepaling	---
Art. 65		Art. 118

B. Loi du 3 juillet 1971. Wet van 3 juli 1971.		Coordination. Coördinatie.
Art. 10, al. 1, 2 + 3		Art. 4
al. 4		Art. 50
Art. 11		Art. 4
Art. 12, § 1,	première phrase eerste volzin	Art. 1
	deuxième phrase tweede volzin	Art. 17
§ 2,	al. 1 + 2	Art. 95
	al. 3	Art. 96
	al. 4 + 5 (partim)	Art. 97
	al. 5 (partim)	Art. 100

.../...

Art. 12, § 2, al. 5 (partim)	Art. 10
al. 5 (partim)	Art. 109
al. 6	Art. 103
§ 3	Art. 98
§ 4, al. 1	Art. 36
al. 2	Art. 67
§ 5	Art. 39
Art. 13	Art. 37
Art. 14, al. 1	Art. 18
al. 2, 3 + 4	Art. 38
Art. 15	Art. 40
Art. 16	Art. 41
Art. 17	Art. 42
Art. 18	Art. 43
Art. 19	Art. 44
Art. 20	Art. 45
Art. 21	Art. 46

La chambre était composée de

Messieurs : K.MEES, président de chambre,
J.MASQUELIN, conseillers d'Etat,
H.ADRIAENS, staatsraden,
J.DE MEYER, assesseurs de la section de législation,
F.RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J.TRUYENS, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.K.MEES.

Le rapport a été présenté par M.J.COOLEN, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J.TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw : griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.K.MEES.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.COOLEN, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

K.MEES.